

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 001/AONR/MINRESI/CIPM/2025 DU 10 MARS 2025 POUR L'ETUDE
EN VUE DE LA CREATION DE CLUSTERS AGROALIMENTAIRES AU
CAMEROUN (PHASE III), EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution de son Budget d'Investissement Public 2025 et en vue de d'améliorer la qualité et l'efficacité de la programmation et de la planification des activités de Recherche, le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Restreint pour une étude en vue de la création de clusters Agroalimentaires (Phase III). Le présent appel d'offres fait suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°001/AAMI/MINRESI/SG/DAG/2025 du 10 mars 2025.

2. Consistance des prestations

Les travaux de la présente étude consistent à examiner la faisabilité économique, technique, financière et commerciale de la création de clusters agroalimentaires au Cameroun. Elle se réalisera en trois phases.

La première phase réalisée en 2023 a permis de :

- Faire un inventaire des acteurs de chaque filière dans les zones ciblées y compris les acteurs informels dans la transformation et leur capacité ;
- Procéder à l'identification des clusters existants (formels et/ou informels) et à la formulation de propositions en vue de la structuration des associations/regroupements des professionnels existants de la filière afin de constituer un vivier d'opérateurs capables de porter le projet ;
- Faire un inventaire des produits existants dans la zone et des marchés auxquels ils sont destinés.

La deuxième phase réalisée en 2024 a permis de :

- Analyser le rapport de la première phase ;
- Dégager les perspectives de développement et de croissance des différentes filières dans la zone en faisant ressortir notamment ; les utilisations et disponibilités en matières premières (produire une carte de localisation) ;
- Etablir les principales opportunités de marchés pour les produits transformés ou finis ;
- Evaluer les principaux besoins des acteurs de la filière dans les volets ci-après pour répondre à ces opportunités :
 - Réformes réglementaires/institutionnelles ;
 - Accès au foncier industriel aménagé ;
 - Accès aux fournisseurs et produits connexes ;
 - Information technique sur les produits et les marchés potentiels ;
 - Formation professionnelle ;

- Accès au financement ;
- Évaluer le type de zones industrielles/clusters qui serait le mieux à même de répondre à une masse critique des principaux besoins (en se focalisant sur les principales opportunités accessibles à relativement court terme) et proposer des clusters en tenant compte des avantages comparatifs de chaque zone.

A la suite de la deuxième phase, la troisième et dernière phase (2025) va porter spécifiquement sur :

- Établir les préalables de mise en œuvre du cluster agroalimentaire, son organisation et son chemin critique (le process) ;
- Procéder à la déclinaison des principales activités/tâches qui pourraient être menées dans le cluster tout en présentant leurs schémas opérationnels ;
- Procéder à une analyse de faisabilité des principales activités/tâches du cluster ;
- Présenter un modèle de cluster optimal, intégrant la forme de propriété et de gestion ainsi qu'un business plan appropriés.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution de la phase III prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de trois (03) mois.

4. Allotissement

Les prestations objet du présent marché sont constituées d'un seul lot.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel est d'un montant de vingt millions (20 000 000) francs CFA.

6. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offre National est restreinte à égalité de conditions aux bureaux d'études de droit camerounais ci-après, retenus à l'issue de l'Appel à Manifestation d'intérêt N°001/AAMI/MINRESI/SG/DAG/2025 du 10 mars 2025.

N°	SOUSSIONNAIRES	ADRESSES
01	BERIT SARI.	BP : 8201 Douala, Tel : 699 94 57 88
02	PLANET INTEGRATED CONSULTANTS SARI.	BP : 8982 Yaoundé, Tel : 697 29 67 95
03	GLOBAL CONSULTING & SERVICES SARI.	BP : 8114 Douala, Tel : 633 04 99 39

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINRESI de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire 59 19 136 02 330003 361319.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO dont le montant s'élève à **quatre cent mille (400 000) Fefa** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics (Bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42 et la version électronique sur la plateforme COLLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics (Bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **vingt-cinq mille (25 000) francs CFA** payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLLEPS au plus tard le 12 2017 à 13 heures. Une copie opérationnelle

de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°001/AONR/MINRESI/CIPM/2025 DU 16 JUIL 2025 POUR L'ETUDE EN VUE DE LA CREATION DE CLUSTERS AGROALIMENTAIRES AU CAMEROUN (PHASE III), en procédure d'urgence** » au Service des Marchés Publics du MINRESI, sous peine de rejet de son offre.

14. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être regroupé en 3 fichiers/volumes distinct. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu au moins la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 19/07/2025 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunion du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée. Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de soixante-dix (70) points sur cent (100).

16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées;
- Absence de caution de soumission timbrée conforme au modèle joint en annexe et de son récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis;
- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Note technique inférieure à soixante-dix (70) points sur cent (100) ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique, à l'exception de la capacité de financement ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU, le DQI) ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Non-conformité du mode de soumission ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la copie opérationnelle de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLLEPS.

16.2 Critères essentiels

Les critères d'évaluation porteront sur :

N°	Critères	Points
A	Présentation	02
B	Expérience pertinente du soumissionnaire pour la mission	25
C	Compréhension des Termes de référence, Plan de travail et méthodologie proposés	25
D	Logistique	05
E	Capacité de financement	03
F	Personnel	40
Total		100

Seules les soumissions dont les propositions techniques auront obtenu une note supérieure ou égale à 70/100 seront admises à l'analyse financière.

N.B : Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation figurant au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

17. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût (mieux disant) conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

Il sera attribué aux offres financières de chaque entreprise, une note financière, calculée de la manière suivante :

$$NFi = MMD \times 100 / MS$$

Avec NFi= Note financière, MMD= Montant de l'offre la moins-disante, MS = montant évalué du soumissionnaire.

La note finale (NF) de chaque soumissionnaire sera obtenue de la manière suivante :

$$NF = [(NT \times 70) + (NFi \times 30)] / 100$$

Avec NF = note finale, NT = note technique

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera adjudicataire du marché.

18. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres et qui a soumis l'offre évalué la mieux-disante, celle ayant obtenue la note finale (NF) la plus élevée.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur dépôt dans les services du MINRESI.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, bâtiment principal, BP 1457, téléphone 222 23 24 42 ou en ligne sur la plateforme COLIPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

21. Numéro vert du MINMAP

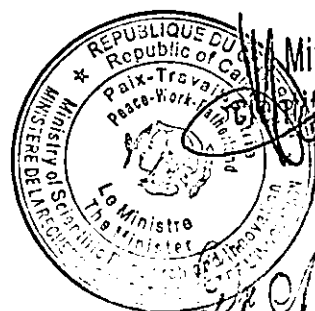
Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48

Yaoundé, le 16 mai 2015

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Affichage.

Le Ministre



Ministre de la Recherche
et de l'Innovation
Madeleine Tchuinte

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 001/AONR/MINRESI/CIPM/2025 OF 4 MARCH 2025 FOR A STUDY TO
SET UP FOOD AND AGRICULTURAL CLUSTERS IN CAMEROON (PHASE III),
IN EMERGENCY PROCEDURE

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the execution of its 2025 Public Investment Budget, and in order to improve both quality and efficiency as far as scheduling and planning research activities are concerned, the Minister of Scientific Research and Innovation (MINRESI) has launched an emergency Restricted National Invitation to Tender for a study to set up Food and Agriculture clusters (Phase II). This invitation to tender is issued in response to the call for expression of interest No. 001/AAMI/MINRESI/SG/DAG/2023 of 10 March 2025.

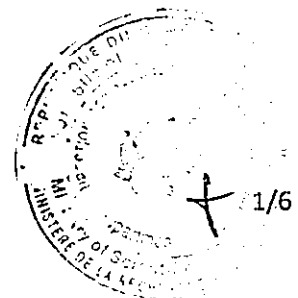
2. Nature of services

This study will examine the economic, technical, financial and commercial feasibility of setting up food and agricultural clusters in Cameroon. It will be carried out in three phases. The first phase of the study that was carried out in 2023 focused on :

- Making an inventory of stakeholders in each targeted sector, including informal stakeholders in the processing industry and their potentials;
- Identifying existing clusters (formal and/or informal) and making proposals to organise associations/groups of existing professionals in the sector in order to make available operators capable of running the project;
- Taking stock of existing products in the area as well as markets for which they are intended.

The second phase, carried out in 2024, focused on :

- Analysing the first phase report;
- Identifying development and growth prospects for various sectors in the area, particularly by highlighting; the uses and availability of raw materials (producing a location map);
- Identifying main market opportunities for processed or finished goods;
- Assessing the main needs of industry stakeholders in the following areas in order to respond to these opportunities:
 - Regulatory/institutional reforms;
 - Access to developed industrial land;
 - Access to suppliers and related products;
 - Technical information on products and potential markets;
 - Vocational training;
 - Access to funding;



-Assessing the type of industrial zones/clusters that would most likely meet the main needs (focusing on the main opportunities available within a relatively short timeframe) and proposing clusters based on the comparative advantages of each zone.

By the end of the second phase, the third and final phase (2025) will specifically focus on :

- Setting prerequisites for launching the food and agricultural cluster, its organisation and essential steps (the process);
- Defining the main activities/tasks that could be carried out in the cluster and present their operational plans;
- Carrying out a feasibility study on the cluster's main activities/tasks;
- Presenting an optimal cluster model, including the appropriate form of ownership and management as well as a business plan.

3. Delivery deadline

The maximum execution timeframe for phase III as set by the project owner, is three (3) months.

4. Allotment

Services covered by this call for tenders shall be provided in one lot.

5. Estimated cost

The overall estimated cost stands at twenty million (20,000,000) CFA francs.

6. Participation and origin

Participation in this National Invitation to Tender is restricted on equal terms to the following consultancy firms incorporated under Cameroonian law and selected pursuant to the Call for Expressions of Interest No.001/AAMI/MINRESI/SG/DAG/2024 of 10 March 2025.

No.	BIDDERS	ADDRESSES
1	BERIT SARI.	P.O Box: 8201 Douala, Phone: 699 94 57 88
2	PLANET INTEGRATED CONSULTANTS SARI.	P.O Box: 8982 Yaounde, Phone : 697 29 67 95
3	GLOBAL CONSULTING & SERVICES SARI.	P.O Box: 8114 Douala, Phone: 633 04 99 39

7. Funding

Services described in this invitation to tender shall be funded by the Public Investment Budget of MINRESI for the year 2025, on the budget head 58 19 136 02 330003 361319.

8. Bidding method

The bidding method adopted for this consultancy shall be online.

9. Provisional guarantee (Bid bond)

Each bidder must attach to his administrative documents a bid bond of four hundred thousand (400 000) FCFA, hand-paid and issued by a financial institution approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 11 of the Tender File valid for thirty (30) days after the bid validity date. Failure to include a bid bond issued by a bank or insurance company approved and authorised to issue bonds within the framework of public contracts by the Ministry of Finance will result in the outright rejection of the bid. Any bid bond produced which has no connection with the tender file shall be disqualified. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender file

The hard copy of the tender file may be consulted during working hours at MINRESI, Department of General Affairs, Procurement service (main building), P.O. BOX. 1457, phone number: 222 223 23 24 42 and the soft copy may be consulted on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as soon as this notice is published.

11. Acquisition of Tender File

The file may be obtained from MINRESI, Department of General Affairs, Procurement service (main building), P.O. BOX. 1457, phone number: 222 23 24 42 as soon as this invitation to tender is published, upon payment of a non-refundable sum of twenty-five thousand (25,000) CFA francs to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the tender documents by downloading them free of charge from the COLEPS platform available at the above addresses for the soft copy. However, online submission of bids shall be subject to payment of the cost of purchasing the tender documents.

12. File size and format

For online submission of bids, the maximum sizes of documents to be uploaded to the platform as part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Offer
- 15 MB for Technical Offer;
- 5 MB for Financial Offer.

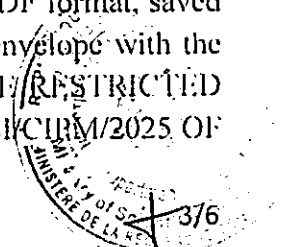
The following formats shall be supported:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

Candidates shall ensure that they use compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

13. Submission of bids

Each bid, written in English and French shall be submitted by the bidder to the COLEPS platform no later than 1 p.m. on 10/03/2025. An operational back-up copy of the bid in PDF format, saved on a USB flash drive or CD/DVD format, shall be submitted in a sealed envelope with the clear and legible inscriptions "OPERATIONAL BACK-UP COPY OF THE RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 001 /AONR/MINRESI/CIRM/2025 OF



19/01/2015 FOR A STUDY TO SET UP FOOD AND AGRICULTURAL CLUSTERS IN CAMEROON (PHASE III), in emergency procedure" submitted to the Public Procurement Service of MINRESI, together with the title of the invitation to tender within the set deadline, under penalty of rejection of the tender.

14. Eligibility of bids

The administrative documents, the technical and financial bids must be compiled in 3 separate files/volumes. The project owner will reject:

- bids bearing information on the identity of the bidders;
- bids submitted after the deadline;
- bids not bearing the identity of the invitation to tender;
- bids not complying with the bidding method;
- Bids not complying with the number of copies indicated in the tender documents or bids in the form of photocopies only;

Any incomplete bid with regard to the tender file requirements shall be rejected. It should be noted that failure to include a bid bond issued by a bank or insurance company approved and authorised to issue bonds within the framework of public contracts by the Ministry of Finance or failure to comply with the samples of documents in the tender file will result in the outright rejection of the bid without any appeal. Any bid bond produced which has no connection with the tender file shall be disqualified. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

15. Opening of bids

The opening of Bids will take place in two stages, the administrative and technical Bids will be opened first, and then the financial Bids of those with the the minimum technical score required.

The opening of the administrative documents and technical bids will take place on 19/01/2015 at 2p.m. and will be done by the Internal Procurement Commission at the MINRESI meeting room.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly mandated person of their choice. The opening of Financial Bids will take place at the end of the technical analysis and will only concern bidders who have obtained the minimum score of 70 marks out of 100.

16. Evaluation criteria

16.1 Eliminary criteria

- Misrepresentation or forged documents;

- Failure to include a stamped bid bond complying with the attached template and a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDFC) upon opening the bids;
- Failure to provide or non-compliance of an administrative document 48 hours after the opening of offers;
- Technical scores less than seventy (70) points out of a hundred (100);
- Presence of financial information in the technical offer other than the financial capacity :
- Failure to provide a quantified unit price in the bid
- Absence of a component of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
- Incomplete financial offer;
- Failure to provide a declaration on the honor of non-abandonment of a contract during the (3) last three years;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Non-compliance with bidding method;
- Non-compliance with the file format of the offers;
- Failure to provide an operational back-up copy of the bids in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

16.2 Essential criteria

The evaluation criteria will include:

No.	Criteria	Marks
A	Presentation	2
B	Bidder's experience relevant for the assignment	25
C	Understanding of the proposed Terms of Reference, Work Plan and Methodology	25
D	Logistics	05
E	Financial capacity	3
F	Staff	40
Total		100

Only bids with technical proposals greater than or equal to 70/100 will be eligible for financial analysis.

N.B : Details of these essential criteria are specified in the evaluation grid of the Special Regulations of Tender files (RPAO).

17. Selection method of consultant

The consultant will be selected based on the quality cost (lowest bidder) method in accordance with the procedures described in this Tender file.

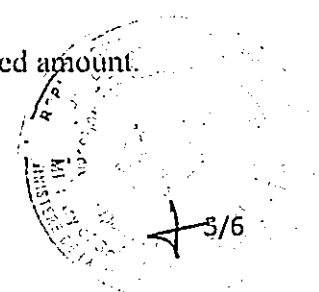
Each company's financial offers will be assigned a financial score, calculated as follows:

$$NF_i = MMD \times 100 / MS$$

NF_i = Financial Score, MMD = Lowest bid amount, MS = Bidder's evaluated amount.

The final score (NF) of each bidder will be obtained as follows:

$$NF = [(NT \times 70) + (NF_i \times 30)] / 100$$



NF = final score, NT = technical score

The bidder with the highest final score will be awarded the contract.

18. Award of Contract

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer would have been determined substantially responsive to the Tender File and who submits the lowest financial bid.

19. Validity Period of offers

Bidders shall be bound by their offers for sixty (90) days from the deadline set for their submission at the services of MINRESI.

20. Additional information

Further information can be obtained during working hours from the Public Procurement Service of MINRESI, Main building, P O Box 1457, Phone number: 222 23 24 42 or online on the COLAPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

21. 18. MINMAP's toll-free number

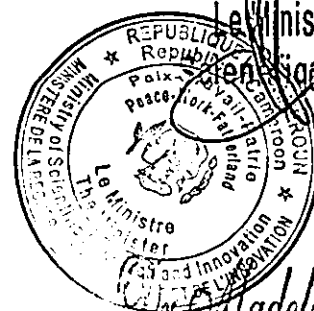
For any corruption or malpractice attempt, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48

Yaounde on 16 JUN 2016

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- President of SPC;
- Notice board

The Minister



*Le Ministre de la Recherche
et de l'Innovation*

Dr Madeleine Tchuinte